



Communiqué de presse

Date

19 mars 2020

Le coronavirus fait reculer l'économie

Prévisions conjoncturelles du Groupe d'experts de la Confédération – printemps 2020

Le groupe d'experts s'attend à ce que la Suisse tombe en récession en 2020. La propagation du nouveau coronavirus dans le pays et à l'étranger entraîne la mise à l'arrêt temporaire de certaines parties de l'économie. Sous réserve d'une stabilisation de la situation épidémiologique, l'économie devrait se redresser progressivement à partir du second semestre. Cela se traduirait par une forte croissance du PIB en 2021 qui ne permettrait cependant pas pour autant d'atteindre le niveau du PIB prévu précédemment. L'incertitude des prévisions est actuellement extraordinairement élevée.

Le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles table pour 2020 sur un recul du **PIB corrigé des effets des grands événements sportifs** de l'ordre de **-1,5 %** (prévision de décembre 2019 : +1,3 %). En tenant compte des événements sportifs internationaux encore prévus actuellement, cela correspond à une baisse du PIB de -1,3 %.

La propagation du nouveau coronavirus affecte l'économie suisse **par différents canaux**. D'une part, le virus et les mesures de politique sanitaire associées laisseront des traces substantielles chez d'importants partenaires commerciaux au cours du premier semestre 2020. L'embellie attendue de la conjoncture internationale a été brusquement interrompue. Les secteurs suisses particulièrement exposés enregistrent ainsi un **recul massif des chiffres d'affaires** ; c'est notamment le cas dans les domaines du tourisme et des transports, mais aussi dans les secteurs industriels sensibles à la conjoncture. Il faut également s'attendre à ce que les **chaînes d'approvisionnement** internationales soient perturbées par les arrêts de production à l'étranger et les difficultés d'acheminement. Dans un contexte d'incertitude particulièrement élevée, le franc suisse a en outre suivi une tendance haussière depuis le début de l'année. Dans l'ensemble, le groupe d'experts s'attend à ce que les **exportations** subissent un fort recul pour la première fois depuis 2009.

D'autre part, la Suisse **subit également directement les effets du coronavirus**. Les mesures sanitaires qui ont dû être mises en place pour faire face au nombre croissant de cas en Suisse perturbent fortement certaines parties de l'économie. En même temps, la propagation du virus devrait se poursuivre. Un grand nombre d'entreprises doivent temporairement restreindre ou cesser leur activité, notamment dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et dans d'autres secteurs des services. En conséquence, les dépenses en matière de loisirs, de voyages et de biens de consommation durables s'effondrent temporairement. Malgré certains effets de rattrapage dans le courant de l'année, un recul de la **consommation privée** est attendu pour l'ensemble de l'année 2020. Du fait de l'incertitude ambiante et de la baisse du taux d'utilisation des capacités, les entreprises devraient fortement limiter leurs

investissements et réduire l'emploi. Dans le même temps, le **taux de chômage** devrait augmenter de manière significative pour atteindre 2,8 % en 2020 en moyenne annuelle (prévision de décembre 2019 : 2,4 %).

Il est pour l'heure presque impossible d'évaluer l'ampleur de la propagation du virus en Suisse et dans le monde, ainsi que son évolution dans le temps. Pour autant que la situation épidémiologique se stabilise dans le courant de l'année, le groupe d'experts table sur un **redressement** progressif de la conjoncture durant la deuxième moitié de 2020 et en 2021. Les activités économiques momentanément interrompues pourraient alors reprendre et les chaînes d'approvisionnement se remettre en place ; les entreprises exportatrices bénéficieraient d'une demande accrue en provenance de l'étranger ; l'emploi et les dépenses de consommation et d'investissement repartiraient à la hausse. Ainsi, le PIB de la Suisse progresserait à nouveau.

Partant d'un niveau de PIB plus bas en 2020, la croissance économique en 2021 devrait être plus forte que ce qui était prévu dans les dernières prévisions : **+3,3 %**, à noter que le taux de croissance n'est pas influencé par les effets des événements sportifs (prévisions de décembre : 1,6 %, corrigé des effets des événements sportifs). Malgré les effets de rattrapage, le groupe d'experts s'attend à ce que le PIB reste inférieur au niveau qui aurait pu être atteint sans le coronavirus d'ici à la fin de 2021. On peut également s'attendre à des effets importants sur le chômage sur l'ensemble de l'horizon de prévision (moyenne annuelle 2021 : 3,0%, prévision de décembre : 2,6%).

Risques conjoncturels

Les **prévisions** restent pour l'heure extrêmement **incertaines**. Si le virus devait se propager plus fortement que prévu et si des restrictions de l'activité économique encore plus strictes que prévu devaient être nécessaires à court terme, on pourrait s'attendre à un **repli encore plus net** de la conjoncture en 2020. Toutefois, les effets de rattrapage seraient alors également plus importants en 2021. Inversement, il est possible que les dépenses de consommation reportées soient rattrapées, dans le courant de l'année 2020, dans une mesure plus importante que celle anticipée dans les prévisions.

Si des mesures de protection de la population plus drastiques devaient être nécessaires sur une période prolongée, il faudrait s'attendre à de **graves conséquences pour l'économie** sur l'ensemble de la période prévisionnelle. Une demande étrangère plus faible et des interruptions plus longues des chaînes d'approvisionnement auraient des conséquences pour de nombreux domaines de l'activité économique. La reprise serait alors différée et plus hésitante, et le potentiel de croissance à long terme de l'économie serait davantage affecté.

La propagation internationale du coronavirus accentue par ailleurs fortement certains **risques conjoncturels existants**. En particulier, le fort endettement de certains États et entreprises pourrait renforcer les menaces qui planent sur la stabilité du système financier si la pandémie devait entraîner une multiplication des problèmes de liquidité et des défaillances en matière de crédit, notamment au niveau des entreprises. Les risques de turbulences sur les marchés financiers et d'un renforcement de la pression à la hausse sur le franc sont aussi élevés.

Renseignements

Eric Scheidegger, SECO, chef de la Direction de la politique économique, +41 58 462 29 59

Ronald Indergand, SECO, chef du secteur Conjoncture, Direction de la politique économique, +41 58 460 55 58